

C'est là le défi qui se pose aux autorités sud-africaines à la suite de l'accroissement des espérances nourries par la population des townships. C'est un défi dont les dirigeants de l'ANC (African National Congress), du PAC (Pan Africanist Congress), d'Inkatha et de l'actuel gouvernement sont tout à fait conscients. C'est un défi auquel sont également confrontés tous les amis de l'Afrique du Sud. Je tiens à indiquer à nos collègues sud-africains qui sont ici ce soir que les Canadiens - gens d'affaires, universitaires, membres d'organisations non gouvernementales (ONG) et de groupes professionnels - ainsi que tous les niveaux de gouvernement sont tout aussi déterminés à aider à bâtir la nouvelle Afrique du Sud qu'ils l'ont été jusqu'ici à contribuer au démantèlement de l'apartheid.

Les militants des townships nous ont dit que certains gouvernements étrangers ont été tellement éblouis par les promesses de Pretoria qu'ils ne se rendent pas compte que la situation a très peu changé au niveau des masses. Pour les Noirs des townships, sans parler de ceux des collectivités rurales, l'apartheid est toujours bien vivant. Ils continuent de se faire malmener par les forces de sécurité et par une bureaucratie blanche indifférente ou hostile. Ils se voient toujours refuser l'accès aux hôpitaux et aux établissements d'enseignement, ils reçoivent des pensions inférieures et se font intimider lorsqu'ils tentent d'utiliser les installations communautaires légalement intégrées. Ils craignent maintenant que la communauté internationale ne commence à les oublier.

Les mesures que le gouvernement sud-africain a prises ont certainement amélioré grandement sa respectabilité internationale. En quelques mois seulement, nous avons pu voir se réaliser toutes les conditions établies dans le Concept de négociation possible du Groupe de personnalités éminentes du Commonwealth et confirmées dans le Compte rendu de Pretoria. Au Canada, le Premier ministre et moi-même nous sommes réjouis du leadership et du courage politiques dont a fait preuve le Président de Klerk en annonçant ces mesures, et nous continuerons à encourager toute nouvelle initiative prise en vue de démanteler le régime d'apartheid.

À la réunion de février du Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth que j'ai présidée, nous avons unanimement reconnu que les engagements visant à abolir l'apartheid législatif représentaient des progrès substantiels. Mais nous avons aussi noté que l'acceptation de la nécessité de négociations sérieuses et valables a toujours été la condition préalable de la réalisation de progrès en Afrique du Sud. Il subsiste malheureusement d'importants obstacles au lancement de négociations officielles : ce sont notamment la libération des détenus politiques, le retour des exilés et la révision de la législation sur la sécurité. Nous avons convenu de maintenir les pressions internationales, y compris les sanctions, jusqu'à ce